Résolution sur l’évolution récente de la situation des droits de l’homme aux Philippines

2022/2540(RSP) - 17/02/2022 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 627 voix pour, 26 contre et 31 abstentions, une résolution sur l'évolution récente des droits de l'homme aux Philippines.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR, The Left et députés.

Depuis l'élection du président Rodrigo Duterte en mai 2016 et le début de la «guerre contre la drogue», un nombre considérable **d'exécutions extrajudiciaires** et de violations des droits de l'homme a été enregistré aux Philippines. Selon les organisations de la société civile, entre 12.000 et 30.000 personnes ont été tuées lors de raids antidrogue, tandis que les autorités attribuent 6200 décès à l'action de la police lors de ces raids. Le président Duterte a explicitement encouragé la police à commettre des exécutions extrajudiciaires et lui a promis l'immunité, tandis que les policiers impliqués dans de telles pratiques ont reçu des promotions. Il a également promis de poursuivre sa campagne antidrogue jusqu'à la fin de son mandat présidentiel actuel, en juin 2022.

En outre, au moins 146 défenseurs des droits de l'homme et au moins 22 journalistes ont été tués depuis juin 2016 et, à ce jour, aucune condamnation n'a été prononcée dans ces affaires.

Le Parlement a fermement condamné les milliers d'exécutions extrajudiciaires et autres violations graves des droits de l'homme liées à la guerre contre la drogue et a appelé à une **réponse robuste de l'UE**. Il a demandé aux Philippines de mettre immédiatement fin à toutes les violences et violations des droits de l'homme visant les personnes soupçonnées d'être des trafiquants de drogue, y compris les exécutions illégales, les arrestations arbitraires, les actes de torture et autres abus, et de démanteler les groupes paramilitaires privés et soutenus par l'État impliqués dans la guerre contre la drogue.

En outre, le Parlement a condamné toutes les menaces, le harcèlement, l'intimidation et la violence à l'encontre de ceux qui cherchent à dénoncer les allégations d'exécutions extrajudiciaires et d'autres violations des droits de l'homme dans le pays. Les députés espèrent voir des élections libres et équitables conduisant à un nouveau gouvernement démocratique qui respecte les droits de l'homme, enquête sur les violations passées des droits de l'homme et engage des poursuites. Il a appelé les Philippines à revenir sur la décision qui les a retirées du Statut de Rome.

Le Parlement a également condamné les déclarations dégradantes, sexistes et misogynes du Président Duterte à l'égard des femmes et des personnes qui s'identifient comme appartenant à la communauté LGBTIQ+ et l'a exhorté à s'abstenir d'inciter à la violence à leur encontre.

Le gouvernement des Philippines est instamment invité à :

- mettre fin au «classement en rouge» d'organisations et de personnes appartenant à des groupes communistes par les autorités, notamment les défenseurs des droits humains et de l'environnement, les journalistes, les militants syndicaux et les travailleurs religieux et humanitaires;

- mettre fin au harcèlement politique dont fait l'objet la sénatrice Leila De Lima, à ordonner sa libération immédiate et inconditionnelle, et à poursuivre dans le cadre de procès équitables les personnes jugées responsables de sa détention arbitraire et des autres violations des droits humains commises à son encontre, telles que les agressions sexistes et les violations de son droit à une procédure régulière;

- mener immédiatement des enquêtes impartiales, transparentes, indépendantes et sérieuses sur toutes les exécutions extrajudiciaires;

- veiller à ce que des enquêtes soient menées et des poursuites engagées à l'encontre de tous les hauts responsables de la police et de la classe politique lorsqu'il existe des soupçons raisonnables qu'ils ont une responsabilité directe et/ou de commandement dans des crimes relevant du droit international et d'autres violations et abus graves des droits de l'homme;

- modifier ou abroger la législation qui continue à être discriminatoire à l'égard des femmes et à promouvoir et protéger les droits des femmes;

- intensifier leurs efforts pour garantir des élections libres et équitables et faire en sorte que les campagnes en ligne et hors ligne ne se déroulent pas dans une atmosphère toxique.

Enfin, les États membres sont invités à s'abstenir de toute exportation d'armes, de technologies de surveillance et d'autres équipements pouvant être utilisés à des fins de répression interne par les autorités philippines.